

## Podcast d'Ellie Flynn :

Concernant : UNDERWORLD DANS LES COULISSES DE LA NCA : EPISODE 1 LE

SEIGNEUR DU CRIME

Ellie Flynn a lancé un nouveau podcast en collaboration avec la National Crime Agency, qui lui a transmis non seulement des informations trompeuses, mais parfois des mensonges purs et simples.

Plus tard sur ce site, vous verrez une description complète de son podcast en relation avec Robert Dawes. Pour l'instant, couvrons simplement le plus grand mensonge de tous concernant M. Dawes.

Selon Ellie Flynn et ses co-conspirateurs, Robert Hickinbottom du National Crime Agency et Andy Young, alors procureur, devenu avocat. M. Dawes, selon eux, a causé sa propre chute en se vantant d'avoir importé 1,3 tonne de cocaïne. Ils l'ont démontré en diffusant une petite partie d'un enregistrement de M.

Dawes avec un ressortissant colombien et son chauffeur, un ressortissant vénézuélien, à l'intérieur d'un hall d'hôtel à Madrid. Cet enregistrement dont elle dispose est également illégal car il n'y a aucune trace dans les dossiers en Espagne ou en France d'une quelconque copie remise à elle ou aux autorités britanniques. En fait, M. Dawes et son équipe juridique ne peuvent toujours pas accéder à cet enregistrement. Il faut donc aussi se demander comment ils ont cette copie. Mais pas seulement cela, mais la copie dont disposent les Français est inaudible et ne jouerait pas aux deux procès de M. Dawes.

Il allègue que la police a falsifié la version donnée aux Français parce qu'elle ne soutenait pas les propos qu'elle avait fabriqués dans les transcriptions qu'elle avait fournies aux autorités françaises. Selon eux, on entend M. Dawes se vanter de la possession de 1,3 tonne de cocaïne. Mais en réalité, cet enregistrement a été enregistré un an après la saisie de ladite cocaïne, et M. Dawes répétait ce qu'il avait entendu et lu en ligne du ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Valls. Voici le lien vers l'article : <https://www.france24.com/fr/20130921-police-seize-1-3-tonnes-cocaine-air-france-flight-valls> où M. Valls déclare que c'est le plus gros travail qu'ils ont jamais eu. La Guardia Civil espagnole a demandé à l'Agence nationale de lutte contre la criminalité d'écouter l'enregistrement et de transcrire les mots prononcés en anglais en texte. Pour ce faire, ils ont fabriqué un faux document et placé des mots qui laisseraient croire aux autorités françaises que M. Dawes revendiquait la responsabilité de la cargaison de cocaïne. Vous pouvez écouter la partie du podcast concernant l'enregistrement à l'intérieur de l'hôtel pour le confirmer, sans nous croire sur parole. Il commence à 00:22:08 sur le podcast et se termine à 00:22:53 sur le podcast.

Voici le texte écrit, fabriqué et présenté par la National Crime Agency et utilisé pour condamner M. Dawes en France sans aucune autre preuve. La partie est sur le podcast. Robert Dawes, britannique. Oscar Fernando Cuevas Cepeda, Colombien. Wilmar. Fernando Ortego, Rincón, Vénézuélien.

Robert Dawes : Dans les cas où il s'est écrasé. C'est partout dans l'actualité. Vous ne le voyez pas ?

Cepeda : Oui, je sais, pensais-je depuis le Pérou.

Robert Dawes : C'est le plus gros qu'ils aient jamais eu.

Cepeda : Et cela vous appartenait ?

Robert Dawes : Oui. Du Venezuela. Le plus grand qu'ils aient jamais fait à Paris, Charles de Gaulle.

Cepeda : À Paris ?

Robert Dawes : Oui, Charles de Gaulle.

Cepeda explique en espagnol à Wilmar Rincon.

Robert Dawes : S'il connaît quelqu'un au Venezuela, il connaît cette histoire. C'est le plus gros qu'ils aient jamais eu.

Cepeda explique en espagnol à Wilmar

Robert Dawes : Putain de putain de police en Europe, c'est parler au Venezuela. Beaucoup de gens ont des problèmes au Venezuela.

Cépeda : Combien ? 1700 ?.

Robert Dawes : 1 200.

C'est la version présentée en anglais à la Guardia Civil par la National Crime Agency. Cela a encore été falsifié par la Guardia Civil, qui a ajouté les parties hispanophones dans le texte et a transcrit l'intégralité du document en espagnol avant de le transmettre à Europol, qui l'a ensuite transcrit en français avant de le transmettre aux autorités françaises. , affirmant que M. Dawes, après que le ressortissant colombien Cepeda lui ait demandé si la cargaison de cocaïne lui appartenait, avait répondu oui. Rappelons que les autorités françaises n'ont même jamais entendu le nom de Robert Dawes dans leurs propres enquêtes avant et après l'arrestation de M. Wheat et des ressortissants italiens arrivés à Paris pour récupérer la cocaïne. Ce n'est que lorsqu'ils sont contactés au sujet de l'enregistrement qu'ils enquêtent sur M. Dawes. Voici le texte prononcé sur l'enregistrement que vous pouvez écouter sur le podcast Ellie Flynn concernant l'enregistrement à l'intérieur de l'hôtel.

Robert Dawes, britannique. Oscar Fernando Cuevas Cepeda, Colombien. Wilmar Fernando Ortego Rincon, Vénézuélien.

Robert Dawes : Crashé. C'est partout dans l'actualité. Vous ne le voyez pas ?

Cepeda : Ouais, eh bien, je l'ai vu. Je pensais que ça venait du Pérou.

Robert Dawes : C'est le plus gros qu'ils aient jamais reçu du Venezuela.

Cepeda : Et cela vous appartenait ?

Robert Dawes : Du Venezuela. C'est le plus gros qu'ils aient jamais fait à Paris, à Paris. Charles de.

Dawes est interrompu par Cepeda.

Cepeda : À Paris ?

Robert Dawes : Charles de Gaulle.

Cepeda : Il ne sait pas ce que c'est. Cepeda marmonne en espagnol en arrière-plan.

Robert Dawes : S'il va à Vene, s'il sait, s'il connaît quelqu'un au Venezuela, ils connaissent cette histoire. C'est le plus gros événement de l'année dernière.

Cepeda marmonne en espagnol en arrière-plan.

Robert Dawes : Putain, tous les putains de policiers européens impliqués parlent au Venezuela. Ils ils.

Cepeda marmonne en espagnol en arrière-plan.

Robert Dawes : De très nombreuses personnes ont des problèmes au Venezuela.

Cépeda : Combien ? Un, 1700 ?

Robert Dawes : 1 200.

Ainsi, comme vous pouvez l'entendre et le voir, lorsqu'on a demandé à M. Dawes si l'objet lui appartenait, il n'a pas répondu oui, mais dans la version fabriquée par la National Crime Agency, c'est écrit oui.

Voici la version remise à Europol puis remise aux Français.

Robert Dawes, britannique. Oscar Fernando Cuevas Cepeda, Colombien. Wilmar Fernando Ortega Rincon, Vénézuélien.

Robert Dawes : Dans les cas où il s'est écrasé. C'est partout dans l'actualité. Vous ne le voyez pas ?

Cepeda : Oui, je sais, pensais-je depuis le Pérou.

Robert Dawes : C'est le plus gros qu'ils aient jamais eu.

Cepeda : Et cela vous appartenait ?

Robert Dawes : Oui, du Venezuela. Le plus gros qu'ils aient jamais fait à Paris. Charles de Gaulle.

Cepeda : À Paris ?

Robert Dawes : Oui, Charles de Gaulle.

Cepeda explique à Wilmar Rincon à la minute de 22,11 secondes.

Cepeda : Tout le monde au Venezuela le sait pour une histoire qui est tombée.

Wilmar : Combien ?

Cepeda : 1200. À l'intérieur des valises.

Wilmar : Dans les valises ?

Cépeda : Oui.

Wilmar : Tout l'avion était chargé ?

Cépeda : Ha ha ha ! Tous deux rient.

Wilmar : Chaque personne avait une valise supplémentaire, chaque passager, et ils ne le savaient pas.

Robert Dawes : S'il connaît quelqu'un au Venezuela, il connaît cette histoire. C'est le plus gros qu'ils aient jamais eu.

Cepeda explique en espagnol à Wilmar Rincon

Robert Dawes : Putain. Toutes les putains de polices d'Europe parlent au Venezuela. Beaucoup de gens ont un problème au Venezuela.

Cépeda : Combien ? 1700 ?

Robert Dawes : 1 200. (Robert Dawes en est très fier).

Vous pouvez voir dans cette version que les espagnols ont ajouté ce que Cepeda explique à Wilmar en espagnol mais sur la version podcast, il est impossible de distinguer ce que sont les mots espagnols. sont ceux qui sont parlés en arrière-plan.

La Guardia Civil a simplement ajouté ce que Dawes avait déjà dit, mais en espagnol parce que l'Agence nationale contre la criminalité le leur a dit, explique Cepeda à Wilmar en espagnol. En outre, la National Crime Agency avait ajouté que Dawes était très fier. Même s'il ne s'agit pas d'un texte, ce ne sont que leurs propres pensées. Ceci est également répété dans la version française, D640, prouvant que les Français n'ont pas écouté l'audio lui-même, mais ont plutôt copié la version de les transcriptions de la police espagnole et britannique. Vous devez comprendre que l'enregistrement audio a été caché à ce jour à M. Dawes et à son équipe de défense. Plus de huit ans après son arrestation, il n'a toujours pas eu la possibilité de prouver son innocence en écouter l'enregistrement.

Grâce à Ellie Flynn, le monde peut désormais voir les mensonges fabriqués par la National Crime Agency.

Ce que le podcast ne souligne pas, c'est que l'enregistrement était totalement illégal et non conforme aux lois espagnoles, et que la police utilisait des bugs itinérants pour ouvrir à distance le microphone d'un téléphone portable. Et c'est aussi totalement illégal.

Le document utilisé pour condamner M. Dawes était le D640. Extrait du dossier français. Ce Le document a été réalisé en copiant la version d'une fabrication combinée réalisée par l'Agence nationale contre la criminalité et la Guardia Civil.

M. Dawes a toujours nié revendiquer la responsabilité de ces 1,3 tonnes de cocaïne. Il a expliqué qu'il n'avait évoqué la conversation que sur l'article de presse qu'il avait lu en ligne, et notamment celui de Manuel Valls. Il a déclaré que la seule raison pour laquelle il en avait parlé était que le chauffeur du Colombien, M. Rincon, venait du Venezuela et qu'il avait peut-être entendu plus de détails à ce sujet depuis son pays d'origine.

M. Dawes a expliqué que même si c'était un an après la saisie à Paris, on en parlait encore beaucoup sur la côte espagnole et à Nottingham parce que M.

Nathan Wheat, un ressortissant britannique de Nottingham qui vivait sur la côte espagnole et avait été arrêté à Paris alors qu'il organisait la collecte de cocaïne.

M. Rafael Nasr avait informé la police du blé en avril. 2013, mais a également ajouté le mensonge selon lequel Dawes était également impliqué. Nasr avait donné cette information dans le cadre d'un échange contre un passeport pour son enfant illégitime avec une prostituée russe, et ajouter le nom de Dawes était ce que la National Crime Agency voulait entendre, alors il les a nourris de ce qu'ils désiraient.

Quand j'écoute l'enregistrement sur le podcast d'Ellie Flynn, il est clair que M. Dawes ne se vante pas de l'envoi. Il souligne simplement ce qui était aux informations pour rafraîchir la mémoire de Cepeda et Rincon, pour voir s'ils avaient d'autres informations de la part de Venezuela.

Ce qu'il faut comprendre aussi, et contrairement à ce que laisse croire le podcast, cet enregistrement a été enregistré le 23 septembre 2014, soit un an après la saisie.

Donc toutes les informations étaient dans l'actualité grand public. Mais le 5 mars 2015, la Guardia Civil a clôturé son enquête de plus de deux ans contre Dawes, sans qu'aucune autre action judiciaire ne soit engagée. Cela prouve que les informations enregistrées à l'intérieur de l'hôtel n'avaient aucune importance et ne dénonçaient aucun fonctionnaire corrompu, comme l'a déclaré Ellie Flynn, ni aucune information pouvant être utilisée pour tenter une action contre M. Dawes. Cela est évident lorsque le juge espagnol a clôturé l'enquête après plus de deux ans, sans qu'aucune autre mesure ne soit prise.

Ce n'est qu'après cette clôture de l'enquête par le juge espagnol que l'Agence nationale de lutte contre la criminalité et la Guardia Civil ont concocté un plan pour faire croire aux Français que Dawes était le patron derrière 1,3 tonne de cocaïne.

Vous auriez également entendu sur le podcast que la police espagnole a nié avoir réalisé un enregistrement, et Rob Hickinbottom a déclaré qu'il était perplexe car il avait dit Les procureurs avaient entendu l'enregistrement à l'invitation des Espagnols. La raison cet officier espagnol a nié avoir fait l'enregistrement parce qu'il savait que c'était totalement illégal de réaliser un tel enregistrement en vertu de la loi espagnole.

Une autre chose qui mettrait en lumière les incohérences de la version de Hickinbottom and Young est que l'enregistrement a été réalisé le 23 septembre 2014, Ce n'est pourtant que le 2 novembre 2015 qu'il sera remis aux autorités françaises. Pourquoi s'accrocheraient-ils à cette preuve miraculeuse pendant près de 14 mois ? La vérité est que cela n'avait aucune valeur probante et ce n'est qu'après que le juge espagnol a décidé de clore l'enquête espagnole que la police s'est mise au travail pour arranger M. Dawes. Vous trouverez ici quelques citations du dossier en France qui prouvent qu'il n'est arrivé en France que le 2 novembre 2015 :

« Le procès-verbal du 2 novembre 2015, numéro D619, indique qu'à cette date, la sonorisation litigieuse a été scellée. Selon ce processus-verbal :

« Vu l'article 97 du code de procédure pénale, Vu la remise par les autorités judiciaires espagnoles de Madrid (Tribunal N°2) d'un document joint à un DVD contenant la sonorisation du 23 septembre 2014 ainsi libellé « HOTEL VILLAMAGNA'.

Se trouvant dans notre cabinet, nous avons saisi ledit DVD et l'avons mis sous scellés avec le numéro : JUGE CRISONORISATION-23/09/14 ;

Ordonnons le dépôt de ce sceau au greffe des sceaux du TGI de Paris" (D619/2).

Ainsi, le 2 novembre 2015, l'enregistrement contesté, fourni par les autorités espagnoles, a été mis sous scellés et rien n'indique dans le rapport de placement qu'une copie de travail avait été réalisée auparavant.

Par ailleurs, la pièce D917/22 révèle que le 9 novembre 2015, ce sceau a été déposé en salle 2015-OM du Tribunal de grande instance de Paris.

Or, comme l'indique le dossier D639, ce n'est que par ordonnance du 19 novembre 2015 que le juge d'instruction a désigné un expert et lui a confié la mission « d'écouter, de transcrire et de fournir une traduction en français des enregistrements en langue anglaise contenus dans le CD, qui contient la copie de l'enregistrement réalisé par les agents de l'unité centrale opérationnelle de la Guardia Civil à l'hôtel Villamagna de Madrid le 23 septembre 2014" (D639/4).

L'incohérence est flagrante ! Étant donné que cet enregistrement avait été scellé le 2 novembre 2015 et n'avait été mentionné que le 19 novembre 2015, il est évident que l'expert n'a pas pu avoir accès à l'enregistrement sonore du 23 septembre 2014 à l'hôtel Villamagna de Madrid.

Pour s'en convaincre, il suffit de souligner que le juge d'instruction n'a jamais ordonné la levée puis la reconstitution du scellé.

Par ailleurs, il n'est pas anodin de constater qu'il n'existe pas au dossier de rapport décrivant les actions entreprises par les experts au cours de leur mission, comme l'exige l'article 166 du code de procédure pénale.

En tous points, il est donc établi que l'expert n'a pas pu avoir accès au sceau portant la mention « JUGE CRI-SONORISATION-23/08/14 ».

Ce qui précède est basé sur une plainte déposée par M. Dawes par l'intermédiaire de ses avocats concernant la transcription D640 qui a été utilisée pour le condamner. Il affirme que l'expert français n'a jamais eu accès à l'enregistrement et a essentiellement copié la version réalisée par l'Agence nationale de lutte contre la criminalité et la Guardia Civil, les conséquences sont alarmantes.

Ce site Web couvre en profondeur les véritables événements du complot visant à faire sortir M. Dawes de la rue à tout prix, et il sera mis à jour avec des faits et des preuves qui ne pourront être discrédités à une date ultérieure.

Nous couvrirons l'intégralité de la transcription du podcast d'Ellie Flynn, mettant en lumière les mensonges qu'elle a nourris par les autorités britanniques.

Si vous souhaitez confirmer l'un des détails que vous avez lus sur cette page Web, envoyez par tous les moyens un e-mail via les options de contact. Vous pouvez également être mis en relation avec les avocats de M. Dawes, qui confirmera les atrocités qu'il a subies de la part de la justice.

Ils continuent à rechercher toutes les options disponibles pour remédier à cette injustice.